



POLITIQUE

GAUCHE



François Hollande est mis en cause pour les choix opérés pendant son quinquennat.
IP3 PRESS/MAXPPP

Moi président

Fermeture de Fessenheim, prévisions erronées... Comment Hollande a mal anticipé la crise de l'électricité

Par Pierre Lann

Publié le 08/09/2022 à 18:55



Ecouter cet article Fermeture de Fessenheim, prévis 00:00

Ciblé par la droite, qui réclame l'ouverture d'une commission d'enquête, l'ancien président socialiste se défend d'avoir une part de responsabilité dans la crise énergétique qui se profile. François Hollande n'a pourtant rien fait pour investir dans le parc nucléaire et a même décidé de la fermeture de la centrale de Fessenheim, qui a contribué à faire perdre des marges précieuses.

« C'est pas de ma faute ». Voilà, en substance, la réponse de François Hollande à la droite, alors que des députés LR demandent l'ouverture d'une commission d'enquête pour établir les « *responsabilités politiques* » dans la « *perte d'indépendance* » énergétique de la France, en ciblant son bilan et celui de son successeur Emmanuel Macron. Invité de France Inter ce jeudi 8 septembre, l'ancien président socialiste s'est défendu d'avoir une part de responsabilité dans la crise énergétique actuelle, sans convaincre tout à fait.

[@fhollande](#) : "Pendant le quinquennat qui a été le mien, la production d'électricité d'origine nucléaire

n'a pas varié : 400 térawatts au début, 400 térawatts à la fin" #le7930interpic.twitter.com/z7E22d07oN

— France Inter (@franceinter) September 8, 2022

Pour comprendre, partons du diagnostic. Comme l'hiver dernier, la France risque de manquer d'électricité lors des pics de consommation à venir. Une situation qui n'est pas vraiment liée à la guerre en Ukraine, mais à un problème de fond. Le gestionnaire du réseau, RTE (Réseau de transport d'électricité), a placé la France en état de « vigilance particulière » jusqu'en 2024. La production nucléaire – qui représente environ 70 % de la production totale – est à un niveau historiquement faible.

À LIRE AUSSI : "Défaut de cohérence" : non, François Hollande ne parle pas de son propre quinquennat

Il y a une cause temporaire : des opérations de maintenance ont été reportées à cause de la pandémie de Covid-19 et des **corrosions ont été découvertes sur certains réacteurs**. Et une cause structurelle : en fermant certaines centrales

STRUCTURELLE . EN FERMANT CERTAINES CENTRALES thermiques – à charbon et au gaz – et la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), le pays a progressivement perdu des marges de production, qui permettaient autrefois de passer les pics de consommations hivernaux sans trop d'encombre.

FESSENHEIM ET L'ACCORD AVEC EELV

La fermeture de Fessenheim, c'est justement la décision de François Hollande. Elle a fait perdre une capacité de production de 1,8 GW, soit 1 800 éoliennes ou 15 centrales thermiques, selon un [rapport de la commission des affaires économiques du Sénat](#), publié en février dernier. La décision a été prise le 15 novembre 2011, lorsque le Parti socialiste et EELV ont passé un accord en vue des élections présidentielles.

Au milieu de cette image, la centrale nucléaire de [#Fessenheim](#). Tout autour, 850 éoliennes.

Ça fait beaucoup ?

Et pourtant, c'est juste le quart de ce qu'il faudrait pour produire autant d'électricité que la centrale.

Explications en [#thread](#)   pic.twitter.com/Fu8povk6cg
— laydgeur (@laydgeur) [November 28, 2019](#)

Dans le sillage de la catastrophe de Fukushima, les Verts, partisans d'un démantèlement complet de

l'atome, ont accepté de s'allier aux socialistes en arrachant la promesse de faire baisser la part du nucléaire dans la production d'électricité française de 75 % à l'époque à 50 % en 2025. Le candidat socialiste a donc inclus la mesure dans son programme. Elle impliquait la fermeture de vingt-quatre réacteurs nucléaires d'ici à 2025 et l'arrêt immédiat de la centrale de Fessenheim.

DÉGRADATION DE LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT

Mais François Hollande n'a pas fait grand cas de la promesse faite aux Verts. La fermeture de la plus vieille centrale française ne sera mise en œuvre que sous le mandat d'Emmanuel Macron et aucun calendrier n'a jamais été prévu pour honorer l'objectif de 50 % de nucléaire en 2025, pourtant gravé dans une loi de transition énergétique en août 2015. Comme sur bien d'autres dossiers, François Hollande a donc repoussé les décisions importantes à plus tard.

A. LIRE AUSSI : Indépendance, transition,

recherche : toutes ces bonnes raisons de relancer le nucléaire

Sauf que « *la fermeture de moyens de production supplémentaires (charbon ou nucléaire) n'est pas possible à très courte échéance sans dégrader la sécurité d'approvisionnement* », prévenait RTE dans son rapport publié en 2017 à la fin du mandat de François Hollande. Celui-ci, comme Emmanuel Macron, devait donc savoir que la fermeture de Fessenheim risquait un jour de participer à causer un problème d'approvisionnement. C'est la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, aggravée par la guerre en Ukraine et l'accélération du dérèglement climatique.

« EFFET FALAISE »

Sur France Inter, François Hollande s'est défendu d'avoir mal agi, en estimant que la fermeture de Fessenheim « *devait normalement être compensée par la production de Flamanville* ». L'EPR, lancé en 2007, n'est toujours pas mis en service. « *Donc là-dessus, s'il y a eu un manque, c'est parce que l'EPR,*

c'est un fait, n'a pas été livré à temps », a poursuivi François Hollande. C'est un fait.

À LIRE AUSSI : Réacteurs EPR2 : la filière nucléaire peut-elle éviter le fiasco de Flamanville ?

Mais ce n'est pas tout. S'il n'a rien prévu concrètement pour diminuer la part du nucléaire, François Hollande n'a rien fait non plus pour préserver les capacités qui ont longtemps permis à la France de disposer d'une importante production électrique peu émettrice de CO2 et relativement peu chère. Or, les réacteurs existants, principalement construits dans les années 1970-1980, vont bientôt arriver en fin de vie, avec un « effet falaise » à compter de 2040. Pour l'éviter, le dernier rapport de RTE publié en février dernier explique qu'il fallait anticiper bien avant. Donc pendant son mandat de président.

D'autant que la production électrique des sources renouvelables risque de ne pas suffire à combler rapidement le manque de production. En 2020, la part de ces énergies ne représentait que 24.8 % de la

production électrique, quand l'objectif est d'atteindre 40 % en 2030, selon le récent rapport de la commission des affaires économiques du Sénat. En clair, François Hollande semble avoir mal anticipé les besoins électriques à moyen et long terme.

PRÉVISION HASARDEUSE

Au fond, l'ancien président semble avoir pensé que la consommation électrique allait baisser, ce qui aurait pu permettre une diversification sans augmentation des capacités de production. Dans son **rapport publié en 2017** le gestionnaire du réseau électrique RTE expliquait ainsi que *« la baisse de la consommation [d'électricité] apparaît comme le complément nécessaire à la réduction de la part du nucléaire. Plus le rythme souhaité pour celle-ci est important, plus le rythme de diminution de la consommation électrique devra être rapide et contraignant – sauf à être capable de développer les énergies renouvelables à un rythme considérable »*.

À LIRE AUSSI : "Jamais aucune ambiguïté" sur la prolongation du parc nucléaire ? Élisabeth Borne victime d'amnésie

En clair, le gestionnaire du réseau expliquait qu'il fallait consommer moins pour espérer réduire la part de nucléaire. Or, ce n'est pas du tout ce qui va se passer, selon les dernières analyses de RTE. Selon son **scenario de référence**, rendu public en octobre dernier, le gestionnaire du réseau estime que la consommation moyenne devrait augmenter de 36 % d'ici 2050 par rapport à la consommation de référence pour la décennie 2010.

Même en adoptant une sobriété conséquente, la consommation augmentera d'au moins 17 % par rapport à aujourd'hui. La transition écologique nécessite d'électrifier des équipements fonctionnant grâce à des énergies fossiles. Il semble donc difficile de se passer d'une production importante du nucléaire dans les années à venir. RTE ajoute également que plus la transition comprendra du nucléaire, moins elle sera coûteuse.

LE REVIREMENT DE RTE

Sauf que ce n'était pas vraiment ce qu'anticipait le même organisme en 2017, dirigé alors par François Brottes, ancien député socialiste, nommé avec l'aval du gouvernement de gauche en 2015. *« Pour la première fois, l'ensemble des trajectoires de consommation d'électricité présentées par RTE sont stables ou orientées à la baisse sur le temps long »*, écrivait le gestionnaire du réseau.

**À LIRE AUSSI : Nucléaire, éolien, hydraulique...
Quelles énergies pour rester libres ?**

« Les analyses montrent que les effets baissiers engendrés par l'efficacité énergétique – via des réglementations et l'augmentation continue de la performance des équipements – peuvent égaler ou dépasser les effets haussiers associés aux transferts d'usage. La France se situe donc effectivement à un point d'inflexion en matière de consommation électrique », poursuivait RTE, tout en notant que ces résultats étaient déjà très discutés. Le gestionnaire du réseau semblait plutôt anticiper

gesuonnaire du reseau semblaient plutôt annoncer alors une baisse de la consommation qui rendait plus réaliste une diminution de la part du nucléaire.

À LIRE AUSSI : Fukushima, Tchernobyl... Le nombre de morts du nucléaire, cette intoxication écologique qui dure

Le rapport de RTE allait même plus loin en estimant que « *le diagnostic sur la nécessité de disposer d'un parc de production adapté à la gestion des épisodes de pointe exceptionnelle peut être nuancé (...)* Les pointes de consommation durant les vagues de froid demeurent le facteur de risque principal pour le système mais elles se raréfient ». Cette position très éloignée des analyses actuelles explique, peut-être, le manque d'anticipation criant de François Hollande et de son successeur. Il n'en reste pas moins que leurs choix nuisent à la transition écologique, à l'indépendance énergétique du pays et pourraient provoquer des coupures temporaires et ciblées cet hiver.